

# De la productivité à la valeur : des problèmes de mesure ou de paradigme ?

Jean-Marie Harribey

*in* Florence Jany-Catrice et Dominique Méda (sous la direction de)  
*L'économie au service de la société, Autour de Jean Gadrey*,  
Paris, Institut Veblen, Les Petits matins, 2019, p. 129-138

De ses premiers livres jusqu'aux plus récents, il y a dans le travail de Jean Gadrey une double continuité. D'abord, un choix normatif à vocation pédagogique : il s'agit pour lui d'élaborer un corpus théorique hors du paradigme qui domine la prétendue « science économique », et qui soit utilisable par le citoyen peu à même de décrypter le discours académique mais friand d'analyses opérationnelles dans le champ social. On pourrait même dire qu'il s'agit d'une « économie politique » à condition que le terme « économie » ne soit pas utilisé dans le sens étroit habituel. Le premier livre de Jean Gadrey écrit avec Jean-Claude Delaunay s'intitulait d'ailleurs *Nouveau cours d'économie politique*<sup>1</sup>. La seconde continuité est d'ordre méthodologique : les travaux de Jean Gadrey<sup>2</sup> accompagnent toujours les changements structurels de l'économie, et tout particulièrement la lente émergence de la préoccupation écologique.

Nous voudrions illustrer cette double continuité par une discussion à laquelle Jean Gadrey a largement contribué et dont il a été même, sur certains points, l'initiateur : puisqu'il y a eu dans le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle une *crise profonde des modes de production et de consommation* impulsés par un capitalisme ignorant les réalités sociale et écologique, comment en rendre « compte » quantitativement et qualitativement, de façon à aider à la bifurcation nécessaire ? La question tient en trois lignes. Les tentatives de réponses et les objections emplissent des milliers de pages dans la littérature internationale. C'est bien le signe de la complexité de l'entreprise. Jean Gadrey s'est attelé à la tâche. Si féconde soit-elle, sa démarche n'en a pas moins rencontré des difficultés, lesquelles sont aussi, selon nous, celles d'une grande partie de la profession des économistes.

## Quelle mesure de l'activité productive ?

La croissance économique ne peut plus constituer un objectif des sociétés, tant la ponction sur les ressources naturelles est allée jusqu'au point de détruire les équilibres écologiques, tandis que les équilibres sociaux sont promis au même destin. Selon Jean Gadrey, la preuve est faite que, au-delà d'un certain niveau de production, les gains en termes de bien-être disparaissent. Il lui apparaît donc nécessaire et souhaitable (on notera ici l'alliance du positif et du normatif) de concevoir une société socialement et écologiquement soutenable sans croissance économique, tout en développant l'emploi, la valeur ajoutée et surtout les droits au « bien-vivre ».

<sup>1</sup> Jean-Claude Delaunay, Jean Gadrey, *Nouveau cours d'économie politique*, Cujas, 2 tomes, 1979 et 1984.

<sup>2</sup> Jean Gadrey, *L'économie des services*, La Découverte, 1992.

- *Nouvelle économie, nouveau mythe ?*, Flammarion, 2000.

- *Adieu à la croissance, Bien vivre dans un monde solidaire*, Les Petits matins, Alternatives économiques, 2010.

- « En finir avec la valeur économique », 2013, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2013/07/14/en-finir-avec-la-valeur-economique>.

- « Marx et la valeur économique, suite », 2013, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2013/09/19/marx-et-la-valeur-economique-suite>.

- Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, La Découverte, 2005.

- Jean Gadrey, Aurore Lalucq, *Faut-il donner un prix à la nature ?*, Les Petits matins, Institut Veblen, 2015.

Que serait une économie sans croissance ? Jean Gadrey répond ainsi : « Mon affirmation selon laquelle la croissance économique d'un secteur n'est pas nécessaire à la progression de la valeur ajoutée (et du volume de travail ou d'emploi associé) surprend forcément : la croissance économique d'un secteur étant celle de sa valeur ajoutée, comment puis-je dire que la valeur ajoutée peut progresser sans croissance ? La réponse réside dans la distinction essentielle entre les variations de la valeur ajoutée "à prix constants" (les statisticiens disent aussi "en volume" ou en "termes réels") et la mesure de la valeur ajoutée exprimée en valeur monétaire. Seules les premières interviennent dans la mesure de la croissance économique, alors que c'est la seconde qui est au cœur de la question du volume de travail et, par ce biais, de l'emploi<sup>3</sup>. »

La croissance sectorielle peut certes se mesurer par des variations physiques si la production est homogène, mais, à l'échelle de l'ensemble de l'économie, la variation dite « en volume » est calculée à partir des valeurs ajoutées exprimées monétairement, *même une fois l'influence de l'inflation éliminée*. La difficulté méthodologique est aggravée par le fait que les biens et services produits et consommés varient dans le temps (ce ne sont pas les mêmes produits, ils ne renferment pas les mêmes contenus en travail, en matières, etc.), et par le fait que la structure du panier de consommation influe sur le calcul des indices de prix. Jean Gadrey a toujours été conscient de ces difficultés, et il relève avec raison qu'une tonne de blé biologique ne peut être tenue pour équivalente d'une tonne issue de l'agriculture polluante sur le plan qualitatif : il ne s'agit pas de la même marchandise et il est logique qu'une production de qualité nécessite davantage de travail. De ce fait, la comptabilité nationale enregistre la tonne de blé de l'agriculture industrielle et la tonne de blé biologique avec leurs prix respectifs puisque ce sont deux biens différents. Ce qui est difficile, c'est d'isoler la variation du prix d'un produit qui résulte d'une modification du processus productif et donc de la productivité du travail (le plus souvent, productivité en hausse et prix en baisse) de celle qui est d'ordre inflationniste (à processus productif inchangé). Cette dernière variation de prix, on tente de l'éliminer pour chacun des produits afin de calculer la valeur monétaire du produit global. Mais on ne doit pas éliminer l'éventuelle variation de prix due à la variation de la productivité, ni la différence de prix (donc de valeur ajoutée) entre le blé industriel et le blé biologique.

En conséquence, on ne peut pas savoir à l'avance si, dans une perspective écologiste, des quantités produites moindres multipliées par des prix en hausse en raison d'une meilleure qualité obtenue avec davantage de travail conduiront à un PIB en hausse ou en baisse. Or, cette incertitude est contestée par Jean Gadrey : un PIB décroissant en volume pourrait coexister selon lui avec un PIB croissant en valeur. C'est là le problème méthodologique en débat : il tient au fait que le PIB dit en volume est toujours exprimé monétairement et que, à notre sens, il faut distinguer une variation des prix tenant à la variation de la productivité et une variation des prix liée à des causes autres qu'on appelle inflation (coût des produits importés, conflits sociaux, érosion monétaire...). La difficulté de différencier ces variations ne peut être surmontée en niant leur existence. On ne peut pas soutenir que le PIB en volume, se définissant comme la somme des valeurs ajoutées déflatées, diminue lorsque cette somme augmente. Croire que l'on pourrait évacuer cette difficulté en fondant le prix sur la mesure de la valeur d'usage serait une illusion : si la production de blé biologique est de meilleure qualité que sa concurrente, cela signifie que le processus productif en amont est différent, et, en tendance, le prix exprimera cette différence<sup>4</sup>.

<sup>3</sup> Jean Gadrey, *Adieu à la croissance*, op. cit., p. 117.

<sup>4</sup> Les statisticiens s'efforcent depuis longtemps d'isoler les évolutions en volume des évolutions de prix. L'enjeu est d'éviter une sous-évaluation de l'investissement et de la production puisque les prix industriels diminuent parallèlement à la hausse de la productivité du travail. Pour démêler l'effet-prix et l'effet-volume dans l'évaluation de l'investissement par exemple, les statisticiens ont recours à diverses méthodes dont aucune n'est

Jean Gadrey est l'un des auteurs français ayant ouvert une réflexion sur de « nouveaux indicateurs de richesse ». Résout-il alors la difficulté précédente ? Le projet normatif étant de sortir d'un productivisme écologiquement dévastateur, la définition de nouveaux indicateurs oblige à s'interroger sur leur objet, c'est-à-dire la richesse elle-même. Celle-ci ne peut plus être assimilée à la seule quantité de biens et services produits par l'économie, et son évolution dans le temps ne peut être réduite à l'augmentation du PIB. D'une part, parce que l'économie utilise sans compter la nature, d'autre part, parce que la corrélation entre le PIB et le bien-être humain se relâche assez vite ; enfin, dans les deux cas, nuisances et dégradations sont ignorées. De cette prise de conscience et de distance avec le « progrès », Jean Gadrey a fait le pivot de son travail de recherche récent, soit à titre personnel, soit au sein du Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR), soit au sein de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi<sup>5</sup>. Et c'est dans cette dernière que les problèmes méthodologiques évoqués plus haut sont réapparus avec netteté. Au point que Jean Gadrey, quoique membre de cette instance internationale, sera amené à louer les avancées de ses propositions tout en critiquant certains de leurs aspects. Il approuve ainsi l'idée de séparer les indicateurs économiques de ceux qui doivent être construits pour appréhender l'utilisation des ressources naturelles, tant en termes de flux que de stocks, et pour mieux cerner la répartition des revenus et des ressources, de telle sorte que le bien-être ne soit plus réduit à la consommation matérielle. Cette proposition fait écho au souhait d'une « croissance de la qualité et de la durabilité, sources de progression de valeurs durables »<sup>6</sup>, parce que les gains de productivité ne mesurent ni la qualité, ni la durabilité, ni en définitive l'utilité. Mais regretter que des indicateurs de productivité ne mesurent pas l'utilité du bien fabriqué ou du service rendu constitue-t-il une avancée théorique ou un recul ? Peut-on rendre commensurables valeur économique et valeurs éthiques ?

### **Un retour nécessaire à l'économie politique ?**

On touche du doigt ici le grand malentendu que constitue la recherche de nouveaux indicateurs de richesse au motif que l'agrégat monétaire le plus couramment utilisé – le PIB – ne mesure pas la véritable utilité. Ce malentendu est issu de la double croyance imposée par l'école néoclassique à presque tous les économistes, selon laquelle la richesse est synonyme de valeur économique, et la valeur économique est déduite de l'utilité. Il s'agit d'une double erreur que l'économie politique classique avait fort heureusement évitée. L'économie politique repose sur l'intuition d'Aristote consistant à distinguer valeur d'usage et valeur au sens monétaire, et par suite sur la distinction entre richesse (qui inclut la nature) et valeur (qui est une catégorie socio-anthropologique). Logiquement, Marx dans sa *Critique de l'économie politique* (1859) avait fait de cette distinction le pivot de sa critique de la marchandise et du capital. En ayant récusé l'économie politique sur ce point crucial, la « science économique » moderne crut bon d'assimiler valeur d'usage et valeur mais se trouva fort dépourvue quand la crise de son modèle fut venue.

---

pleinement satisfaisante : méthode des services producteurs, méthode hédonique, méthode d'appariement, méthode des coûts des facteurs. La première est celle qui essaie d'intégrer l'amélioration de l'efficacité productive des équipements pour l'utilisateur et qui annule le résidu « productivité totale des facteurs » ; dès lors, l'amélioration de la productivité attribuée au travail s'en trouve accentuée. Le résultat est inverse au fur et à mesure qu'on passe aux autres méthodes, pour finir, avec celle des coûts des facteurs, au point où le résidu « productivité totale des facteurs » est maximal. Mais cette difficulté met à nu la croyance selon laquelle les indicateurs économiques mesureraient à la fois la valeur (monétaire) et la valeur d'usage.

<sup>5</sup> Joseph Stiglitz, Amartya Sen, Jean-Paul Fitoussi, *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, 2009, *Performances économiques et progrès social*, 2 volumes, Odile Jacob, 2009.

<sup>6</sup> Jean Gadrey, *Adieu à la croissance*, op. cit., p. 85.

On comprend alors les hésitations de la Commission Stiglitz-SenFitoussi. D'un côté, admettant implicitement que la richesse ne se résume pas à la valeur marchande, elle propose de construire des indicateurs qualitatifs séparés du PIB, mais, dans le même temps, elle suggère d'intégrer dans celui-ci le travail domestique et le temps libre et de calculer une « épargne nette ajustée » (en dépit des limites qu'elle reconnaît elle-même) pour mesurer la soutenabilité des sociétés. D'où le désaccord partiel exprimé par Jean Gadrey et le FAIR<sup>7</sup>. Pourquoi ne pas franchir le pas d'une réhabilitation de l'économie politique et de sa critique ? Jean Gadrey répond : « parce qu'il faut en finir avec la valeur économique<sup>8</sup> », sous-entendu celle de Marx, coupable à ses yeux d'essentialisme et de ne pas prendre en compte les éléments naturels.

On rencontre là un point nodal de la réflexion autant socio-économique que philosophique impossible à trancher ici. On peut simplement formuler trois observations :

1. La valeur fondée sur le travail passe par la validation sociale de celui-ci et n'a rien à voir avec une qualité intrinsèque donnée d'avance, ce qui fait perdre sa substance à l'accusation d'essentialisme<sup>9</sup>.

2. En finir avec la valeur économique, c'est ne plus comprendre l'origine des revenus engendrés et distribués et s'interdire d'étudier la répartition de ceux-ci ; et c'est oublier que la valeur monétaire de la production contient celle de la production marchande et aussi la valeur non marchande des services publics.

3. En finir avec la valeur économique, c'est retomber dans la croyance de sa synonymie avec la richesse, et c'est croire que la nature aurait une valeur économique intrinsèque<sup>10</sup>. Autrement dit, ces trois items concernent la relation entre les définitions de la richesse et de la valeur, d'un côté, et l'organisation sociale, c'est-à-dire les rapports sociaux, de l'autre. Le débat théorique reste donc entier entre ceux qui entérinent l'abandon de l'économie politique et ceux qui plaident pour un retour raisonné à celle-ci.

Les choses apparaissent plus consensuelles lorsqu'il s'agit de réfléchir à une problématique de transformation sociale. En effet, l'intérêt de la discussion des thèses de Jean Gadrey est d'aller rapidement de la méthode à la pratique. Par exemple, si une reconversion écologique se traduit par une augmentation de la valeur ajoutée, cette plus grande valeur ajoutée, quoique obtenue avec des productions globalement réduites en quantités physiques (ce qui est pour nous synonyme de croissance du PIB, mais pas pour Jean Gadrey), aura logiquement pour équivalent un plus grand revenu national qui se traduira par un *moindre pouvoir d'achat* de biens et services *plus chers*. Il faudra alors vérifier que l'amélioration de la qualité qui résultera de la modification des processus de production compensera, et même plus, la diminution des quantités : par exemple, au lieu de pouvoir manger deux fois par jour de la viande médiocre produite dans des élevages intensifs, on en consommera de la bonne une ou deux fois par semaine. On sortira alors d'une question de mesure économique.

Le problème de la mesure de la production analysé ci-dessus se pose à nouveau avec la mesure de la productivité du travail, avec une conséquence immédiate sur les politiques de l'emploi. La productivité du travail est le rapport entre la production et la quantité de travail. Cette dernière peut être évaluée en nombre d'emplois ou en heures de travail. Dans le premier

<sup>7</sup> FAIR, « Le “rapport Stiglitz” : un diagnostic lucide, une méthode discutable et des propositions qui ne sont pas à la hauteur des enjeux », 2009. Voir aussi Jean-Marie Harribey, « De la mesure à la démesure. Examen critique du rapport Stiglitz », Revue du MAUSS, n° 32, 1er semestre 2010.

<sup>8</sup> Jean Gadrey, « Marx et la valeur économique, suite », *op. cit.*

<sup>9</sup> C'est ce qui sépare la théorie de la valeur de Marx de celle de Ricardo. Voir Jean-Marie Harribey, *La richesse, la valeur et l'instimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Les Liens qui libèrent, 2013.

<sup>10</sup> Jean-Marie Harribey, « L'hétérodoxie économique dans tous ses états. La nature si... prisee », 2015, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2015/03/14/l-heterodoxie-economique-dans-tous-ses-etats-4-la-nature-si-prisee>.

cas, on obtient la productivité individuelle moyenne ; dans le second, la productivité horaire. Si le temps de travail individuel ne varie pas, les deux mesures sont identiques. Il s'ensuit que la variable « temps de travail » a une influence majeure sur l'emploi. La convergence avec le projet normatif de Jean Gadrey est alors facile : le ralentissement progressif de l'accumulation, la qualité de la production, la réduction du temps de travail et la réduction des inégalités participent d'un processus cohérent.

La question de savoir s'il faut continuer à promouvoir ou non une augmentation de la productivité du travail quand on souhaite simultanément sortir progressivement du productivisme et améliorer l'emploi pour réduire le chômage peut être examinée sereinement. Ainsi, l'amélioration du contenu en emplois de la production est synonyme de diminution de la productivité individuelle du travail, toutes choses égales par ailleurs en termes de durée du travail et de volume de production. Il est donc possible, en diminuant la durée du travail individuelle, de réduire le productivisme, tout en conservant un niveau de productivité horaire, c'est-à-dire d'efficacité du processus productif, élevé, voire croissant, du moins dans certains secteurs.

À première vue, on pourrait considérer que, du « nouveau cours d'économie politique » de Jean Gadrey à l'abandon de celle-ci, il y a un retournement théorique préjudiciable à l'action politique et citoyenne. Or, l'originalité de Jean Gadrey tient sans doute à sa capacité à assumer ce retournement. Comme il le dit lui-même, on est en présence de « tensions » normales qui peuvent nous permettre d'évoluer en tenant « compte » des transformations de la société et des contradictions qui la traversent. Ce qui tendrait à prouver que l'essentiel du débat porte moins sur un problème de mesure de la productivité et de la valeur que sur un choix de paradigme. La mise en évidence des contradictions était l'apport majeur de l'économie politique et de sa critique, au contraire de l'économie néoclassique qui les ignore, et dont les théoriciens peinent à comprendre qu'un chercheur comme Jean Gadrey puisse être aussi un citoyen.